

1990

## c F.1 Factors Act/Loi sur les commissionnaires

Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 1990

Follow this and additional works at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso>

---

### Bibliographic Citation

*Factors Act*, RSO 1990, c F.1 / *Loi sur les commissionnaires*, SRO 1990, c F.1

### Repository Citation

Ontario (1990) "c F.1 Factors Act/Loi sur les commissionnaires," *Ontario: Revised Statutes*: Vol. 1990: Iss. 4, Article 17.

Available at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso/vol1990/iss4/17>

## CHAPTER F.1

### Factors Act

#### Definitions

**1.**—(1) In this Act,

“document of title” includes a bill of lading and warehouse receipt as defined by the *Mercantile Law Amendment Act*, a warrant or order for the delivery of goods, and any other document used in the ordinary course of business as proof of the possession or control of goods or authorizing or purporting to authorize, either by endorsement or delivery, the possessor of the document to transfer or receive goods thereby represented; (“titre”)

“goods” includes wares and merchandise; (“objets”)

“mercantile agent” means a mercantile agent having, in the customary course of business as an agent, authority either to sell goods or to consign goods for the purpose of sale, or to buy goods, or to raise money on the security of goods; (“agent de commerce”)

“pledge” includes a contract pledging or giving a lien or security on goods, whether in consideration of an original advance or of any further or continuing advance or of any pecuniary liability. (“nantissement”)

#### Possession

(2) A person shall be deemed to be in possession of goods or of the documents of title to goods where the goods or documents are in the person's actual custody or are held by another, subject to the person's control or for the person or on the person's behalf. R.S.O. 1980, c. 150, s. 1.

#### Powers of agent as to disposition of goods

**2.**—(1) Where a mercantile agent is, with the consent of the owner, in possession of goods or of the documents of title to goods, a sale, pledge or other disposition of the goods made by the agent when acting in the ordinary course of business of a mercantile agent is, subject to this Act, as valid as if the agent were expressly authorized by the owner of the goods to make the disposition, if the person taking under it acts in good faith and has not at the time thereof notice that the person making it has not authority to make it.

## CHAPITRE F.1

### Loi sur les commissionnaires

#### Définitions

**1** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«agent de commerce» Agent de commerce qui a, dans le cours normal de ses affaires, le pouvoir soit de vendre des objets ou de les donner à vendre en consignment, soit d'acheter des objets ou de les donner en garantie du remboursement d'un emprunt. («mercantile agent»)

«nantissement» S'entend en outre du contrat qui nantit des objets ou grève des objets d'un privilège ou d'une sûreté, en contrepartie d'une première avance, d'une avance supplémentaire ou continue, ou d'une obligation pécuniaire. («pledge»)

«objets» S'entend en outre de produits et de marchandises. («goods»)

«titre» S'entend en outre d'un connaissance et d'un récépissé d'entrepôt au sens de la *Loi modifiant le droit commercial*, d'un bon de souscription ou d'un bon de livraison d'objets, et de tout document servant, dans le cours normal des affaires, à établir la possession ou le contrôle d'objets, ou autorisant ou présenté comme autorisant, soit par endossement, soit par délivrance, le possesseur du titre à transférer ou à recevoir les objets qui y sont désignés. («document of title»)

#### Possession

(2) Une personne est réputée avoir en sa possession des objets ou des titres à ceux-ci lorsque les objets ou les titres sont effectivement sous sa garde ou sont détenus par un tiers sous son contrôle, pour son compte ou en son nom. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 1.

#### Pouvoirs de l'agent d'aliéner les objets

**2** (1) Sous réserve de la présente loi, est valide au même titre que si le propriétaire des objets l'avait expressément autorisé, la vente, le nantissement ou l'autre aliénation des objets conclu dans le cours normal des affaires d'un agent de commerce par l'agent qui, avec le consentement du propriétaire, a en sa possession des objets ou des titres à ceux-ci. Le présent paragraphe ne vaut que si l'aliénataire agit de bonne foi et ignore, au moment de l'aliénation, l'absence d'autorisation de l'agent de commerce.

Revocation  
of consent

(2) Where a mercantile agent has, with the consent of the owner, been in possession of goods or of documents of title to goods, a sale, pledge or other disposition that would have been valid if the consent had continued, is valid despite the termination of the consent if the person taking under the disposition acts in good faith and has not at the time thereof notice that the consent has been terminated.

Derivative  
documents

(3) Where a mercantile agent has obtained possession of any documents of title to goods by reason of being or having been, with the consent of the owner, in possession of the goods represented thereby, or of any other documents of title to the goods, the agent's possession of the first mentioned documents shall, for the purposes of this Act, be deemed to be with the consent of the owner.

Presumption

(4) For the purposes of this Act, the consent of the owner shall be presumed in the absence of evidence to the contrary. R.S.O. 1980, c. 150, s. 2.

Effect of  
pledge of  
documents  
of title

3. A pledge by a mercantile agent of the documents of title to goods shall be deemed to be a pledge of the goods. R.S.O. 1980, c. 150, s. 3.

Pledge for  
antecedent  
debt

4. Where a mercantile agent pledges goods as security for a debt due from or liability incurred by the pledgor to the pledgee before the time of the pledge, the pledgee acquires no further right to the goods than could have been enforced by the pledgor at the time of the pledge. R.S.O. 1980, c. 150, s. 4.

What consid-  
eration  
necessary

5. The consideration necessary for the validity of a sale, pledge or other disposition of goods by a mercantile agent in pursuance of this Act may be either a payment in cash or the delivery or transfer of other goods, or of a document of title to goods, or of a negotiable security or any other valuable consideration, but, where goods are pledged by a mercantile agent in consideration of the delivery or transfer of other goods, or of a document of title to goods, or of a negotiable security or of other valuable consideration, the pledgee acquires no right or interest in the goods so pledged in excess of the value of the goods, document, security or other valuable consideration when so delivered or transferred in exchange. R.S.O. 1980, c. 150, s. 5.

Agreements  
through  
clerks, etc.

6. For the purposes of this Act, an agreement made with a mercantile agent through a clerk or other person authorized in the ordinary course of business to make contracts of sale or pledge on the agent's behalf shall be deemed to be an agreement with the agent. R.S.O. 1980, c. 150, s. 6.

Retrait du  
consentement

(2) Si un agent de commerce a en sa possession, avec le consentement du propriétaire, des objets ou des titres à ceux-ci, la vente, le nantissement ou l'autre aliénation qui aurait été valide si le consentement avait été maintenu, est valide malgré le retrait du consentement, si l'aliénataire agit de bonne foi et ignore, au moment de l'aliénation, que le consentement a été retiré.

Obtention de  
titres relatifs  
à des objets  
ou titres déjà  
possédés

(3) Si un agent de commerce a obtenu des titres à des objets du fait qu'il a ou a eu en sa possession, avec le consentement du propriétaire, des objets représentés par ces titres ou d'autres titres aux objets, il est réputé, pour l'application de la présente loi, avoir en sa possession des documents mentionnés en premier avec le consentement du propriétaire.

Présomption  
de consente-  
ment

(4) Pour l'application de la présente loi, le consentement du propriétaire est présumé, à défaut de preuve contraire. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 2.

Effets du  
nantissement  
de titres

3 Le nantissement des titres à des objets par un agent de commerce est réputé le nantissement des objets. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 3.

Nantissement  
en garantie  
d'une dette  
préexistante

4 Si un agent de commerce nantit des objets pour garantir une dette échue ou une obligation contractées par le débiteur gagiste envers le créancier gagiste avant le nantissement, le créancier gagiste n'acquiert pas sur les objets d'autres droits que ceux que le débiteur gagiste aurait pu faire valoir au moment du nantissement. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 4.

Contrepartie

5 La contrepartie nécessaire à la validité d'une vente, d'un nantissement ou d'une autre aliénation d'objets par un agent de commerce en vertu de la présente loi, peut être un paiement au comptant, la délivrance ou le transfert d'autres objets, d'un titre, d'une sûreté négociable ou toute autre contrepartie de valeur. Toutefois, le créancier n'acquiert, sur les objets que l'agent de commerce nantit en contrepartie de la délivrance ou du transfert d'autres objets, d'un titre, d'une sûreté négociable ou de toute autre contrepartie de valeur, aucun droit au-delà de la valeur des objets, du titre, de la sûreté ou de l'autre contrepartie de valeur au moment de leur délivrance ou de leur transfert en échange. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 5.

Convention  
passée avec  
un tiers auto-  
risé

6 Pour l'application de la présente loi, la convention passée avec un agent de commerce par l'intermédiaire d'un employé ou d'un tiers autorisé dans le cours normal des affaires à conclure des contrats de vente ou de nantissement au nom de l'agent de commerce est réputée une convention passée avec l'agent. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 6.

Rights of consignee making advances in good faith

7.—(1) Where the owner of goods has given possession of the goods to another person for the purpose of consignment or sale, or has shipped the goods in the name of another person, and the consignee of the goods has not had notice that such person is not the owner of the goods, the consignee has, in respect of advances made in good faith to or for the use of such person, the same lien on the goods as if such person were the owner of the goods, and may transfer any such lien to another person.

Sale, etc., by mercantile agent

(2) Nothing in this section limits or affects the validity of a sale, pledge or disposition by a mercantile agent. R.S.O. 1980, c. 150, s. 7.

Mode of transferring documents

8. Subject to the *Warehouse Receipts Act*, for the purposes of this Act the transfer of a document of title may be by endorsement or, where the document is by custom or by its express terms transferable by delivery or makes the goods deliverable to the bearer, then by delivery. R.S.O. 1980, c. 150, s. 8.

Liability of agent

9.—(1) Nothing in this Act authorizes an agent to exceed or depart from the agent's authority as between the agent and the agent's principal or exempts the agent from any liability for so doing.

Rights of owner to recover possession, etc.

(2) Nothing in this Act prevents the owner of goods from recovering them from the owner's agent at any time before their sale or pledge, or prevents the owner of goods pledged by an agent from having the right to redeem them at any time before their sale on satisfying the claim for which the goods were pledged and paying to the agent, if required by the agent, any money in respect of which the agent would by law be entitled to retain the goods or the documents of title thereto, or any of them, by way of lien as against the owner, or from recovering from any person with whom the goods have been pledged any balance of money remaining in the person's hands as the produce of the sale of the goods after deducting the amount of the person's lien.

Price from buyer

(3) Nothing in this Act prevents the owner of goods sold by an agent from recovering from the buyer the price agreed to be paid for them, or any part of that price, subject to any right of set-off on the part of the buyer against the agent. R.S.O. 1980, c. 150, s. 9.

Amplification of powers of agents

10. This Act shall be construed in amplification and not in derogation of the powers exercisable by an agent independently of this Act. R.S.O. 1980, c. 150, s. 10.

7 (1) Le consignataire d'objets dont le propriétaire a donné la possession à un tiers en vue de leur consignment ou de leur vente ou qu'il a expédiés au nom d'un tiers, s'il n'a pas été avisé que ce tiers n'est pas le propriétaire des objets, a, relativement aux avances faites de bonne foi à ce tiers ou à son usage, le même privilège sur les objets que si ce tiers était propriétaire de ceux-ci. Il peut transférer ce privilège à une autre personne.

Droits de consignment de bonne foi

(2) Le présent article n'a aucune incidence sur la validité d'une vente, d'un nantissement ou d'une aliénation par un agent de commerce. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 7.

Aliénation par un agent de commerce

8 Pour l'application de la présente loi, mais sous réserve de la *Loi sur les récépissés d'entrepôt*, le transfert d'un titre peut se faire soit par endossement, soit par délivrance si le titre, suivant l'usage ou suivant ses termes exprès, est transférable par délivrance ou prévoit que les objets peuvent être délivrés au porteur. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 8.

Transfert des titres

9 (1) La présente loi n'autorise pas l'agent de commerce à outrepasser les pouvoirs qu'il tient de son mandant ni à y déroger, et ne l'exonère pas de la responsabilité qu'il peut encourir s'il le fait.

Responsabilité de l'agent

(2) La présente loi n'empêche pas le propriétaire des objets de les reprendre à son agent avant leur vente ou nantissement, ou de libérer, avant leur vente, les objets nantis par l'agent en acquittant la créance en garantie de laquelle ils ont été nantis et en versant à l'agent, sur demande, une somme d'argent relativement à laquelle l'agent a un droit reconnu par la loi de retenir à titre de privilège à l'encontre du propriétaire les objets ou les titres à ceux-ci, en tout ou en partie. La présente loi n'empêche pas non plus le propriétaire de recouvrer le solde du produit de la vente des objets demeuré en la possession du créancier, après déduction du montant égal à la valeur du privilège de ce dernier.

Droit du propriétaire de recouvrer les marchandises

(3) La présente loi n'empêche pas le propriétaire d'objets vendus par un agent de commerce de recouvrer de l'acheteur le prix convenu ou une partie de ce prix, sous réserve d'un droit de compensation que ce dernier pourrait opposer à l'agent. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 9.

Droit de recouvrer le prix de l'acheteur

10 La présente loi s'interprète de manière à élargir les pouvoirs que les agents peuvent exercer indépendamment de la présente loi, et non pas de manière à y déroger. L.R.O. 1980, chap. 150, art. 10.

Pouvoirs de l'agent